

La guerre a cristallisé une rupture stratégique préexistante entre Riyad et Abou Dhabi, donnant lieu à deux visions régionales post-conflit irréconciliables, avec des conséquences sur les équilibres politiques infra et inter-CCG.

Fatiha Dazi-Héni, chercheure, spécialiste de la péninsule Arabique, IRSEM, Paris et Sciences Po Lille.

LES MONARCHIES DU GOLFE FACE À LA GUERRE D'IRAN

La guerre lancée à l'initiative d'Israël et des États-Unis le 28 février 2026 contre l'Iran constitue la perturbation la plus grave de l'approvisionnement mondial en hydrocarbures qu'ait connue l'économie mondiale à l'époque contemporaine, comme a souligné Karen Young dans la revue *Foreign Affairs*. Déclenchée à l'insu des six monarchies arabes du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), elle les a placées d'emblée dans la position de spectateurs subissant d'un conflit dont elles ne maîtrisent ni les ressorts ni les conséquences.

Avant le déclenchement des hostilités, quelque 20 % du pétrole mondial et 20 % du GNL mondial – essentiellement en provenance du Qatar – transitaient librement par le détroit d'Ormuz. Ce chiffre est tombé à une moyenne de 5 % depuis qu'Iran a pris le contrôle de ce verrou géostratégique le 30 mars 2026, assortissant cette mainmise d'un droit de passage payant, en violation flagrante de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Selon un rapport publié par le Middle East Council on Global Affairs en avril 2026, en intégrant le contrôle du détroit comme instrument de dissuasion dans sa riposte aux frappes israélo-américaines, Téhéran a exercé une pression directe sur l'économie mondiale, et par voie de conséquence, sur la puissance américaine elle-même.

En réponse, Washington a décrété un contre-blocus sur les ports iraniens dès le 13 avril 2026, après l'échec des négociations de paix conduites par le Pakistan, réduisant à néant le trafic dans le détroit. Trois mois après, la guerre n'a pas seulement échoué à faire chuter le régime iranien : elle l'a radicalisé. En fait, Bajoghli et

Nasr affirment que la nouvelle génération des Gardiens de la révolution islamique – l'ancienne ayant été décimée dès les premières frappes – est moins portée sur le compromis, mais adopte une gouvernance technocratique structurée, avec la conviction d'avoir défendu les intérêts de la nation iranienne avec succès. Déterminé à s'imposer comme l'acteur-clé de la recomposition de l'ordre sécuritaire régional, le régime transforme son contrôle du détroit en nouvelle force de dissuasion durable.

C'est dans le contexte de cette troisième guerre du Golfe, comme nous l'indiquons dans l'article paru sur le site en ligne *Orientxxi*, que les monarchies du CCG sont confrontées à des contraintes structurelles d'une nature inédite. Cette contribution examine d'abord en quoi ces monarchies, prises au piège d'un conflit subi, peinent à formuler une réponse sécuritaire cohérente face à la défaillance du partenaire américain. Elle analyse ensuite comment la guerre a cristallisé une rupture stratégique préexistante entre Riyad et Abou Dhabi, donnant lieu à deux visions régionales post-conflit irréconciliables.

LE CCG PLONGÉ DANS UN DOUBLE DILEMME STRUCTUREL

Prises en étau entre deux puissances militaires aux prétentions hégémoniques – l'Iran et Israël –, dépendantes d'un partenaire américain dont la fiabilité est désormais en question, et traversées de dissensions internes profondes, les six monarchies du Golfe tentent d'adapter leurs réponses en ordre dispersé.



Dès le déclenchement du conflit, elles se sont trouvées confrontées à un double dilemme. D'un côté, gérer la menace immédiate de représailles iraniennes visant leur territoire. De l'autre, éviter d'être entraînées dans le conflit aux côtés de Washington et de Tel-Aviv, une telle implication présentant des risques considérables pour leur sécurité en raison de leur proximité géographique avec l'Iran et de la vulnérabilité de leurs infrastructures stratégiques.

Le paradoxe central de leur situation est saisissant : prises au piège d'une guerre qu'elles subissent, les monarchies du Golfe restent cantonnées à un rôle de spectateur quant aux arbitrages sécuritaires qui se discutent sans elles dans la région, notamment sur la question d'Ormuz. Le CCG n'a certes jamais constitué un pacte régional sécuritaire pertinent, tant il est structurellement dépendant du système de défense américain, pour lequel ces six États ont consenti pendant 35 ans des investissements colossaux. La prise de conscience induite par ce conflit est donc celle d'une dépendance asymétrique qui place les monarchies du Golfe dans une vulnérabilité fondamentale dès lors que leur protecteur extrarégional subordonne leur sécurité à ses propres engagements envers Israël.

LA DÉSILLUSION QUANT À LA FIABILITÉ AMÉRICAINE

La profonde désillusion quant aux garanties sécuritaires américaines est certes antérieure à ce conflit — elle remonte à l'ère Obama et s'est confirmée sous les administrations Biden et Trump I et II. Mais la guerre d'Iran en constitue le point de rupture le plus manifeste. Le choix de Washington de subordonner la protection

Cheikh Khaled bin Mohamed bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi (au centre), attend de rencontrer le président chinois Xi Jinping. Pékin, le 14 avril 2026. /HARUNA FURUHASHI - POOL/GETTY IMAGES

de ses partenaires du Golfe à ses engagements envers Israël place les États du CCG dans une incertitude fondamentale quant à la recomposition de l'ordre régional à l'issue du conflit.

Tout au long des 40 premiers jours du conflit, les capitales du Golfe ont dû faire face à une guerre informationnelle très agressive conduite conjointement par Washington et Tel-Aviv, soutenue par Abou Dhabi. Les grands organes de presse américains ont largement relayé des déclarations attribuées à des sources anonymes prétendument saoudiennes, selon lesquelles les dirigeants du Golfe auraient encouragé l'administration Trump à s'associer à la réouverture par la force du détroit. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a systématiquement démenti ces informations. Selon Claire Hage, l'insulte cinglante du président américain à l'adresse du prince héritier saoudien témoigne de son dépit face au refus persistant de Riyad d'autoriser l'utilisation de son espace aérien pour des opérations offensives contre l'Iran.

L'opération « Project Freedom », décidée précipitamment par Trump le 4 mai 2026 et destinée à rouvrir par la force le détroit, mais aussitôt interrompue sans explication, a constitué un épisode révélateur de ces divergences de fond. Il en résulte un sursaut stratégique manifeste : la majorité des pays du Golfe se voit contrainte d'envisager autrement l'architecture de leur sécurité. Cette reconfi-

guration s'opère cependant dans un contexte d'issue incertaine, d'autant que Riyad et Abou Dhabi défendent deux projets stratégiques antagonistes.

LA DOUBLE CONTRAINTE IRANIENNE ET ISRAËLIENNE

La prise de conscience centrale qui se dégage de ce conflit est d'ordre géographique : les monarchies du Golfe sont condamnées à coexister durablement avec deux puissances aux prétentions hégémoniques régionales dotées de capacités militaires et technologiques avancées.

L'Iran, d'une part, dont la capacité de projection et de nuisance – notamment par le contrôle des voies maritimes – a été largement confirmée par ce conflit. Israël, d'autre part, phénomène stratégiquement inédit : perçu désormais par la majorité des membres du CCG non plus comme un partenaire potentiel, mais comme une puissance dont les ambitions hégémoniques constituent une menace pour leur souveraineté. Depuis le 7 octobre 2023, Tel-Aviv impose dans la région son écrasante supériorité militaire, ayant dévasté la bande de Gaza et entrepris *de facto* l'annexion de la Cisjordanie. Le 8 avril 2026 – jour où Trump a décrété unilatéralement un cessez-le-feu dans sa guerre contre l'Iran –, des frappes israéliennes sans précédent ont été menées au sud-Liban et à Beyrouth, marquant ce que les observateurs régionaux, comme Alamedine et Hayek, qualifient de « mercredi noir ».

Les monarchies du Golfe sont désormais confrontées à la nécessité d'élaborer un projet sécuritaire plus cohérent et plus diversifié, intégrant simultanément ces deux contraintes – iranienne et israélienne –, exercice d'une complexité inédite pour des États dont la culture stratégique a été façonnée par la tutelle américaine. C'est précisément sur ce point que se situe le cœur des dissensions au sein du CCG, et singulièrement entre Riyad et Abou Dhabi.

DEUX VISIONS RÉGIONALES IRRÉCONCILIABLES : LA FRACTURE STRATÉGIQUE AU SEIN DU CCG

Face aux nouvelles contraintes sécuritaires, deux orientations fondamentalement opposées ont émergé au sein du CCG. La première, portée par l'Arabie saoudite, le Qatar et Oman, selon son propre agenda, privilégie la préservation d'une marge d'autonomie stratégique, la diversification des partenariats et une diplomatie active de désescalade. La seconde, incarnée par les Émirats arabes unis – à laquelle s'associe partiellement le Bahreïn –, s'inscrit dans le cadre de l'ordre sécuritaire promu par Israël et les États-Unis, au risque d'un isolement croissant au sein de son propre environnement golfo-arabo-islamique. Le Koweït, très touché par les frappes iraniennes, maintient pour sa part une position attentiste.

Seul l'émirat d'Abou Dhabi semble ne pas intégrer que le monde a changé, en assumant de s'aligner résolument sur Tel-Aviv et Washington, alors que les autres membres du CCG constatent les limites d'une dépendance aux parapluies externes.

LE CHOIX RISQUÉ D'ABOU DHABI

Avec 579 tirs de missiles balistiques et 2 252 attaques de drones enregistrés à la date du 10 mai 2026 selon le Gulf Research Center saoudien, les Émirats arabes unis comptent pour plus de la moitié de l'ensemble des frappes subies par les monarchies du Golfe. Ces attaques ont visé des sites stratégiques civilo-militaires : raffineries, ports, aéroports, centres de données, hôtels de luxe et bases américaines.

Face à cette exposition exceptionnelle, Mohammed bin Zayed (MBZ) a décidé de passer à l'offensive. Il a rompu toute relation institutionnelle avec Téhéran, tenté sans succès de rallier les autres États du CCG à des actions politiques communes, et cherché à faire voter par le Conseil de sécurité une résolution autorisant le passage en force du détroit d'Ormuz. Des sources concordantes indiquent qu'Abou Dhabi aurait également tenté de convaincre Riyad et Doha de coordonner une réponse militaire collective aux attaques iraniennes – proposition que les deux ont fermement rejetée. C'est ce refus qui explique le fort ressentiment émirati et les accusations publiques du conseiller diplomatique Anwar Gargash sur le manque de solidarité des partenaires du CCG.

La sortie des Émirats de l'OPEP, effective au 1^{er} mai 2026, doit être lue dans ce contexte. Bien qu'Abou Dhabi l'ait motivée par des désaccords répétés sur les quotas de production, cette décision, prise en plein blocus du détroit, revêt avant tout une dimension politique : déstabiliser la place dominante de l'Arabie saoudite dans la régulation des prix des hydrocarbures et offrir aux États-Unis l'opportunité de renforcer leur position sur le marché mondial de l'énergie.

En décidant finalement d'engager des actions coordonnées avec Tel-Aviv et Washington, allant jusqu'à solliciter l'appui du système antimissile israélien Iron Dome, et en laissant l'armée américaine utiliser son espace aérien et ses îles pour des frappes conjointes sur le sol iranien, l'État fédéral émirati est devenu le seul membre du CCG cobelligérant dans ce conflit. Des sources israéliennes ont rapporté que MBZ aurait secrètement accueilli le premier ministre israélien et le chef d'État-major. Malgré le démenti émirati, cette révélation aggrave l'isolement régional d'Abou Dhabi et place MBZ dans une situation délicate vis-à-vis de ses pairs au sein même de la fédération.

Car la posture de faucon assumée par MBZ n'est pas partagée à l'unisson par l'ensemble des émirats. La rhétorique très agressive à l'égard de l'Iran contraste avec les réserves, tacites mais perceptibles, de Dubaï – dont le modèle économique repose sur la stabilité régionale et les échanges avec l'Iran – et plus encore avec celles de Sharjah, dont la position se rapproche davantage du pragmatisme préconisé par Riyad. Cette tension infra-fédérale, généralement occultée par la façade d'unité institutionnelle, risque d'être exacerbée par les conséquences durables du choix stratégique d'Abou Dhabi. L'État fédéral émirati a bâti sa légitimité sur la stabilité, l'attractivité économique et la prospérité. La cobelligérance assumée par MBZ, qui a fait des Émirats une cible directe des représailles iraniennes et les expose à un isolement régional croissant, remet en cause les fondements mêmes de ce modèle.

C'est l'avenir politique du président de la fédération lui-même, et la cohésion de l'édifice fédéral, qui pourraient se trouver en jeu à l'issue du conflit. Cette situation délicate pourrait expliquer la mise en valeur progressive du discret prince héritier d'Abou Dhabi, Khaled, fils aîné de MBZ, apparu en première ligne pour représenter les EAU à l'international, notamment en visite officielle à Pékin et au sommet des BRICS à New Delhi. Cette manœuvre pourrait servir de solution de rechange pour éviter une crise institutionnelle lorsque la situation deviendra intenable pour MBZ.

LA STRATÉGIE D'AUTONOMISATION PROGRESSIVE DE L'ARABIE SAOUDITE

Face aux mêmes contraintes structurelles, Riyad opère une réévaluation significative de sa posture stratégique. Le royaume recherche une capacité de dissuasion face à l'Iran, tout en souhaitant se prémunir contre un aventurisme militaire américain non sollicité et contre une influence israélienne grandissante. Il maintiendra et approfondira son partenariat avec Washington, mais tout en développant des liens militaires plus étroits avec la Turquie et le Pakistan, et en s'appuyant sur une coalition géopolitique élargie associant la Jordanie, la Syrie, l'Égypte, le Qatar et Oman. Cette architecture de « double couverture stratégique » (*dual hedging*) poursuit un objectif précis : contrebalancer les gains accumulés par Israël depuis 2023 et promouvoir, à moyen et long terme, une solution à deux États.

Abdulaziz Sager soutient que l'ampleur de la défaillance américaine, conjugué au fait pour les États du Golfe de ne pas être pris en compte comme des acteurs à part entière de la sécurité régionale sont des paramètres susceptibles d'accélérer la phase d'autonomisation sécuritaire de l'Arabie saoudite. La nette diversification des partenariats de coopération sécuritaire élargie à la Turquie et au Pakistan principalement en termes de transfert technologique et de dissuasion nucléaire, mais aussi à un moindre niveau avec l'Égypte et la Syrie (coopération logistique, infrastructurelle et en ressources humaines) a ainsi connu un nouvel élan lors de la guerre.

Riyad pousse activement vers une architecture sécuritaire inclusive associant la Turquie, le Pakistan et l'Égypte dans un cadre régional élargi, modèle qu'Abou Dhabi, aligné sur Tel-Aviv, rejette précisément.

Sur le plan diplomatique, Riyad maintient un canal de dialogue avec Téhéran dans la perspective d'établir des mécanismes de non-agression – démarche pragmatique conduite sans illusion quant aux intentions iraniennes, mais procédant d'un calcul rationnel : la coexistence contrainte est préférable à une confrontation aux conséquences insupportables pour les économies du Golfe. Ainsi, malgré la défiance qui s'est renforcée à l'égard de Téhéran en raison de ses multiples attaques sur l'ensemble des pays du CCG, Riyad se range par pragmatisme à l'idée depuis longtemps portée par Mascate d'intégrer l'Iran dans l'architecture de sécurité régionale.

En dépit de pressions considérables exercées par l'administration Trump et d'une campagne de désinfor-

Riyad pousse activement vers une architecture sécuritaire inclusive associant la Turquie, le Pakistan et l'Égypte dans un cadre régional élargi, modèle qu'Abou Dhabi, aligné sur Tel-Aviv, rejette

mation conduite conjointement par Washington et Tel-Aviv avec la complicité d'Abou Dhabi, l'Arabie saoudite a maintenu sa position de non-belligérance, refusant notamment que la base militaire d'Al-Kharg soit mise à disposition pour des opérations offensives contre l'Iran.

CONCLUSION

Un premier bilan, provisoire mais déjà lisible, se dégage quant aux effets différenciés de la guerre sur les membres du CCG. L'Arabie saoudite – dont la profondeur stratégique du territoire l'a protégée en dépit des attaques subies – et Oman, très marginalement touché, sortent renforcés en raison de leur résilience et de la vision régionale pragmatique qu'ils incarnent, laquelle résonne également auprès des grands États régionaux (Turquie, l'Égypte, Pakistan). De son côté, Oman s'inscrit largement dans l'approche régionale saoudienne, tout en faisant de sa souveraineté un principe intangible, ce qui lui permet de maintenir une relation singulière avec Téhéran. Selon Omar Ahmad, face aux pressions exercées par l'administration Trump sur Mascate au sujet d'Ormuz, le sultanat s'emploie à convaincre ses partenaires du CCG, Riyad en tête, que la préservation du détroit relève d'une responsabilité collective : garantir la liberté de navigation et éviter qu'Ormuz ne devienne le théâtre d'une escalade.

À l'inverse, les petits émirats côtiers – Koweït, Bahreïn, et surtout les Émirats arabes unis – apparaissent comme les grands fragilisés, en raison de leur surexposition géographique, de leur dépendance structurelle et des choix stratégiques qui les ont conduits à s'engager aux côtés des belligérants. En s'en remettant à la protection israélo-américaine, affirme Andrew Leber, les Émirats arabes unis font le pari risqué de s'abstraire de leur environnement régional, comme si le choix de l'alignement sur Israël et les États-Unis pouvait effacer la proximité. Or c'est précisément la géographie qui sort gagnante de ce conflit : quel que soit le scénario post-guerre, le régime iranien, fût-il dévasté, demeurera un voisin, et donc une contrainte structurelle permanente pour Abou Dhabi.

La période post-conflit impactera fortement les équilibres politiques infra et inter-CCG, et au-delà, les équilibres de toute la région dont l'architecture de sécurité devrait sensiblement changer dans le contexte d'un ordre multipolaire qui rebat les cartes d'un système international qui a fait long feu./